

Liban: le gouvernement calme le jeu mais recule face au Hezbollah

BEYROUTH (AFP) - En annulant deux décisions controversées contre le Hezbollah, le gouvernement libanais a calmé le jeu mais se retrouve en position de faiblesse face au puissant parti chiite pour tenter de régler la crise politique qui sévit depuis 18 mois.



Le Premier ministre libanais Fouad Siniora pose avec la délégation de la Ligue arabe le 14 mai 2008 à Beyrouth (© AFP - Anwar Amro)

Dans la nuit de mercredi à jeudi, le gouvernement a annulé deux mesures annoncées le 6 mai pour contrer l'influence du Hezbollah, le principal parti de l'opposition, qui avaient déclenché la flambée de violence la plus sanglante depuis la guerre civile (1975-90), avec 65 morts et 200 blessés.

Saluée dans les rues de Beyrouth par des tirs de joie nocturnes, cette décision devrait désamorcer au moins provisoirement les tensions.

Au risque pour le gouvernement, contraint de céder sous la pression, de se retrouver en position de faiblesse accrue pour négocier une sortie de crise, alors qu'une délégation de la Ligue arabe poursuivait jeudi sa médiation entamée la veille à Beyrouth.

Cette délégation menée par le Qatar, un pays qui entretient de très bonnes relations avec l'opposition libanaise, devait rencontrer une délégation du Hezbollah et tentait de mettre au point un scénario en vue d'une reprise des négociations entre majorité et opposition.

"Le gouvernement a enregistré un dangereux précédent en reculant sous forte pression. Ce qui signifie qu'à l'avenir, l'opposition pourrait avoir recours à des moyens semblables", a souligné Oussama Safa, directeur du Centre libanais d'études politiques.

"Le message transmis par cette décision, plutôt qu'une mesure de stabilité, est un signe de faiblesse. Elle justifie la décision du Hezbollah de lancer une campagne de désobéissance et des affrontements armés", a relevé l'analyste politique Amal Saad-Ghorayeb.

Pour cette spécialiste du Hezbollah, l'annulation des mesures "donne du pouvoir à l'opposition et montre que la force est la seule façon d'agir avec le gouvernement".

Engagé depuis 18 mois dans un bras de fer avec le Hezbollah, qui revendique pour l'opposition une influence accrue au sein du pouvoir, le gouvernement souhaitait enquêter sur un réseau de télécommunications parallèle mis en place par le parti chiite, et avait décidé de limoger le chef de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth, présenté comme un proche du Hezbollah.

Ces deux mesures, accueillies par le Hezbollah comme une "déclaration de guerre", avaient déclenché une flambée de violences intercommunautaires.

Des hommes armés de l'opposition chiite avaient pris d'assaut l'ouest de Beyrouth, défendu par des partisans sunnites du gouvernement.

Après deux jours de combats, l'armée avait gelé le 10 mai les mesures gouvernementales et les hommes armés s'étaient retirés des rues, une accalmie fragile qui n'avait pas empêché d'autres combats à Tripoli, dans le nord, et dans la montagne druze, au sud-est de Beyrouth.

L'opposition poursuit en outre sa campagne de "désobéissance civile", dans l'attente de l'annulation officielle des mesures gouvernementales.

Jeudi matin, le blocage par le Hezbollah de la route menant à l'aéroport de Beyrouth, fermé de facto au trafic commercial depuis le 8 mai, se poursuivait.

Les entretiens de la Ligue arabe ont maintenant pour but de rechercher un "accord global" qui inclurait la fin de la campagne de protestation ainsi qu'un retour à une table des négociations de la majorité antisyrienne, soutenue par les Occidentaux et les pays arabes, et de l'opposition, appuyée par la Syrie et l'Iran.

Ces négociations, qui pourraient se tenir au Qatar, prendraient pour base une initiative de la Ligue arabe pour un règlement de la crise libanaise.

Cette initiative prévoit l'élection à la présidence du pays du chef de l'armée, le général Michel Sleimane, la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'élaboration d'une loi électorale en vue des élections de 2009.